

Développement n'est pas nécessairement croissance

Jean-Marie Harribey

Une partie de cet article a été publiée par *Le Passant Ordinaire*, n° 49, juillet-septembre 2004, sous le titre « Le crépuscule de la croissance »

L'autre partie a été publiée par *Le Monde diplomatique*, juillet 2004, sous le titre

« Vers une société économe et solidaire, Développement ne rime pas forcément avec croissance »

Le XIX^e siècle fut celui du progrès et de la croyance en son caractère inéluctable et linéaire. Le XX^e fut celui des désillusions, tant sur le plan politique que sur celui de la capacité de l'humanité à extirper de son sein la pauvreté et à combler ses manques en tous genres : la faim, l'analphabétisme, les inégalités, l'injustice, etc. Et ce ne fut pas faute d'accroissement des richesses produites : globalement, depuis le début du XIX^e siècle, la production mondiale a été multipliée par près de 50 et la production par tête par 8,5¹. Si l'on pensait que la persistance, voire l'aggravation, de ces affections relevait d'une malédiction, d'une caractéristique intrinsèque de l'humanité ou encore d'une manifestation de la lutte des espèces pour leur survie, il ne serait point besoin de se pencher sur ce qui pourrait n'être qu'un faux problème, et encore moins de se préoccuper d'une action pour le résoudre. A cet égard, le « darwinisme social » fait bon ménage avec le libéralisme économique le plus orthodoxe. La politique ? Voilà qui serait une chose bien inutile ! Si l'on pense au contraire que les sociétés humaines sont des constructions qui n'obéissent à aucune loi naturelle mais qu'elles résultent des imbrications complexes entre les évolutions des techniques de production, des rapports sociaux et des représentations de ces rapports, alors on est conduit à mettre en relation la difficulté à surmonter les problèmes sociaux, écologiques, éthiques, etc., avec la puissance destructrice de la dynamique qui conduit le monde depuis environ deux siècles : celle du capitalisme qui subordonne tout à la volonté d'accumuler et qui a érigé en critère de jugement universel la rentabilité.

Le capitalisme est sidérant par sa propension à légitimer le calcul le plus individuel, les choix les plus conformes à l'intérêt exclusif d'une minorité, sous le couvert d'une aspiration devenue quasi universelle au progrès, le progrès matériel étant le vecteur essentiel du progrès en général. Comme l'accumulation est, dans un mouvement sans fin, inhérente au capitalisme, celui-ci pousse en avant une croissance perpétuelle de la production, sous réserve que celle-ci corresponde à des besoins solvables et – cette condition pouvant être encore plus restrictive que la première – qu'elle rapporte le rendement minimum requis. On comprend aisément que l'adéquation des besoins aux besoins solvables ne puisse être assurée, d'autant plus que la limite des besoins est sans cesse repoussée afin de convertir une gamme toujours plus large de désirs humains, de fantasmes et d'angoisses en besoins objectivables. Le tour de force idéologique du capitalisme fut de confondre cette tendance avec le « développement » et d'accréditer l'idée que celui-ci ne pouvait aller sans celle-là.

La violence du développement capitaliste

Lorsque, après la seconde guerre mondiale, se dessina le mouvement de décolonisation et qu'émergea le tiers-monde libéré de la forme primitive de la domination impérialiste, les projets de développement économique furent nombreux, théorisés par des courants de pensée

¹ Angus Maddison, *L'économie mondiale, Une perspective millénaire*, OCDE, Paris, 2001.

aussi variés que l'humanisme, le structuralisme ou le marxisme. Au moins un dénominateur commun les rassemblait : la croissance de la production ne signifiait pas nécessairement amélioration du bien-être, émancipation des populations, recul des phénomènes de domination tant entre les nations qu'entre les classes sociales. En bref, le développement, entendu qualitativement, ne se résumait pas à la croissance économique. Celle-ci pouvait même en être un obstacle si elle nécessitait pour s'accomplir de jeter sur les routes et dans les bidonvilles des masses grandissantes de populations déracinées, déracinées, paupérisées, prolétarisées avec une violence en tout point comparable avec celle de l'accumulation primitive dénoncée par Marx.

Le dernier quart du XX^e siècle a vu les contradictions habituelles du capitalisme s'aggraver et de nouvelles apparaître, au point de mettre en péril la vie elle-même sur la planète. Pour sortir de la crise de rentabilité qu'il avait subie à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le capitalisme a pris le tournant néo-libéral sous le régime duquel nous vivons maintenant. Cela lui a permis de rétablir ses profits mais d'une manière particulièrement violente : en imposant aux salariés du monde entier chômage, précarité, austérité, restrictions des droits, et en récusant toute régulation politique qui permettrait d'atténuer les chocs. Ce faisant, il ne fait qu'aviver ses propres contradictions : la croissance économique est anémique dans la plupart des pays développés et les remèdes administrés échouent à enclencher une dynamique longue et forte d'accumulation. Les causes de la crise du capitalisme et de son modèle de développement ne peuvent être dépassées parce que le système est enfermé dans une triple impasse : économique et financière car les exigences accrues des rentiers pèsent sur les décisions d'investissement en élevant le seuil à partir duquel celui-ci est envisagé, sociale car le modèle libéral du moins-disant social se révèle pervers, et écologique car le productivisme atteint ses limites.

Last but not least, la crise écologique est suffisamment grave pour voir que nous ne sommes pas seulement en présence d'une simple crise économique classique mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Tous les signaux d'avertissement concordent. Les contraintes énergétiques se renforceront au fur et à mesure que les ressources d'origine fossile s'épuiseront avant qu'on ait mis en œuvre des programmes axés sur les énergies renouvelables. C'est le cas notamment du pétrole dont les réserves connues ne dépasseront pas quelques décennies d'utilisation. Et c'est aussi celui de bon nombre d'autres ressources naturelles dont la raréfaction ou la dégradation deviennent alarmantes. Les sols s'épuisent à cause de l'agriculture intensive et la qualité de l'air et de l'eau se détériore. Non seulement l'eau est de plus en plus polluée mais on prévoit que la quantité d'eau utilisable par habitant va diminuer de moitié d'ici le milieu du siècle. A n'en plus douter, les émissions de gaz à effet de serre condamnent au réchauffement climatique, à la modification du régime des pluies dans le monde et à l'élévation du niveau des océans noyant des régions entières aujourd'hui mises en culture, surtout dans les pays pauvres : la Banque mondiale a calculé qu'une élévation d'un mètre du niveau des océans pourrait réduire de moitié la production de riz du Bangladesh².

Les contradictions du développement durable

Comment sont pris en compte les multiples aspects de la crise sociale et écologique ? La réponse officielle est connue depuis la publication en 1987 du Rapport Brundtland avalisé lors de la conférence de l'ONU à Rio de Janeiro en 1992 : le "développement durable" ou

² Banque mondiale, *Le développement au seuil du XXI^e siècle, Rapport sur le développement dans le monde 1999-2000*, Ed. Eska, Paris, 2000, p. 106.

“soutenable”, doctrine officielle des Nations unies, est censé assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures³. C’est une bouée de sauvetage à laquelle se raccrochent tous les gouvernements fervents partisans et pourvoyeurs de l’agriculture intensive, les chefs d’entreprises multinationales gaspillant les ressources, déversant sans vergogne dans l’environnement leurs déchets et affrétant des bateaux poubelles, les organisations non gouvernementales ne sachant plus que faire et la plupart des économistes pris en flagrant délit d’ignorance des contraintes naturelles.

Pourtant, le programme du développement durable est entaché d’un vice fondamental : la poursuite d’une croissance économique infinie est supposée compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. “*Aujourd’hui, ce dont nous avons besoin, c’est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et “environnementalement” soutenable*”⁴, énonçait le rapport Brundtland. Or ce postulat est fondé sur deux affirmations très fragiles.

La première est d’ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que la quantité de ressources naturelles requise par unité produite diminue avec le progrès technique. On pourrait donc produire toujours davantage avec moins de matières premières et d’énergie. Or la baisse de l’intensité en ressources naturelles⁵ est malheureusement plus que compensée par l’augmentation générale de la production ; la ponction sur les ressources et la pollution continuent ainsi d’augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : “*Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l’augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l’échelle mondiale.*”⁶ Et l’Agence internationale de l’énergie (AIE) s’alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d’intensité énergétique : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5% par an dans les pays représentés au sein de l’AIE, puis seulement de 1,5% par an de 1983 à 1990 et de 0,7% par an depuis 1991⁷.

La seconde affirmation contestable se situe sur le plan social : la croissance économique serait capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Or la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. Depuis quarante ans, malgré l’accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l’écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd’hui de 1 à 80. L’approfondissement des écarts n’est pas surprenant : le passage à un régime d’accumulation financière provoque un chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite. En effet, l’élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales. La Banque mondiale elle-même avoue que l’objectif de division par deux du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue d’ici 2015 ne sera pas atteint⁸ car plus de 1,1 milliard vivent encore avec l’équivalent de

³ Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale pour l’environnement et le développement, Ed. du Fleuve, Montréal, 1987. Ce rapport a servi de base à la Conférence des Nations unies à Rio de Janeiro en 1992.

⁴ *Ibid.*, p. XXIII.

⁵ L’intensité énergétique (et plus généralement l’intensité en ressources naturelles) de la production est la quantité d’énergie (ou de ressources naturelles) nécessaire pour produire un euro de PIB.

⁶ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, De Boeck, 2002, Bruxelles, p. 28.

⁷ AIE, *Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries*, 2004, <http://www.iea.org>.

⁸ Déclaration de son président Jim Wolfensohn, citée par Babette Stern, “Les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints”, *Le Monde*, 24 avril 2004.

moins d'un dollar par jour. Le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) établit que les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts, victimes d'extraversion⁹.

L'incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle constitue sans doute la faille principale du discours officiel sur le développement durable. En dépit de ses dégâts sociaux et écologiques, la croissance, de laquelle aucun responsable politique ou économique ne veut dissocier le développement, fonctionne comme une drogue dure. Lorsque elle est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a fait naître pour une grande part – et qu'ainsi, plus forte est la dose, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi, derrière l'"anémie" actuelle de la croissance se cache l'"anomie"¹⁰ grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci se montre incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que le consumérisme, le gaspillage, l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique, et, en fin de compte, l'augmentation des inégalités. Prémonitoire était le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise : la croissance devient ce nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation.

Le dogme dominant est bien traduit par Jacques Attali qui, bon prophète, croit déceler au début de l'année 2004 : “ *un agenda de croissance fabuleux* ” que seuls “ *des aléas non économiques, par exemple une résurgence du SRAS* ”¹¹ seraient susceptibles de faire échouer. Pour tous les idéologues de la croissance atteints de cécité, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'homme et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

C'est faire peu de cas du caractère entropique¹² des activités économiques. Bien que la Terre soit un système ouvert recevant l'énergie solaire, elle forme un ensemble à l'intérieur duquel l'homme ne peut dépasser les limites de ses ressources et de son espace. Or, l'"empreinte écologique", c'est-à-dire la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines, atteint déjà 120% de la planète au dire des spécialistes et, compte tenu des grandes disparités de développement, quatre ou cinq planètes seraient nécessaires si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets qu'un habitant des Etats-Unis¹³.

Dans ces conditions, l'idée de “ décroissance ” lancée par Nicholas Georgescu-Roegen¹⁴ trouve un écho favorable au sein d'une partie des écologistes et des altermondialistes. Poussant la démarche théorique, certains auteurs adjurent de renoncer au développement, celui-ci ne pouvant selon eux être dissocié d'une croissance mortifère. Ils récusent tout qualificatif qui viserait à réhabiliter le développement que nous connaissons – qu'il soit humain, durable ou soutenable – puisqu'il ne peut être autrement que ce qu'il a été, à savoir le vecteur de la domination occidentale sur le monde. Ainsi Gilbert Rist dénonce-t-il le

⁹ CNUCED, *Rapport sur les pays les moins avancés*, 2004, cité par Babette Stern, “ Pour les pays les moins avancés, la libéralisation commerciale ne suffit pas à réduire la pauvreté ”, *Le Monde*, 29 mai 2004.

¹⁰ Durkheim définissait l'anomie comme l'absence ou la disparition des valeurs communautaires et des règles sociales.

¹¹ Jacques Attali, “ Un agenda de croissance fabuleux ”, *Le Monde*, “ 2004, l'année du rebond ”, 4 et 5 janvier 2004.

¹² L'entropie désigne la dégradation de l'énergie.

¹³ Redefining Progress, <http://www.rprogress.org>.

¹⁴ Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, Sang de la terre, Paris, 1995.

développement comme étant un “ mot fétiche ”¹⁵ ; et Serge Latouche condamne le développement durable pour être un “ oxymoron ”¹⁶. Pourquoi, alors que nous critiquons comme eux le productivisme impliqué par le règne de la production marchande, leur refus du développement ne nous convainc-t-il pas ?

Sur le plan politique, il n'est pas juste d'ordonner uniformément la décroissance à ceux qui regorgent de tout et à ceux qui manquent de l'essentiel. Les populations pauvres ont droit à un temps de croissance économique et l'idée que l'extrême pauvreté renvoie à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur imaginaire est irrecevable. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme et des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et il faudra créer des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous.

Il est donc parfaitement légitime de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins, à l'éducation et à la démocratie. Définir les besoins essentiels comme des droits universels n'équivaut pas à avaliser la domination de la culture occidentale ni adhérer à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. En effet, les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet politique d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à “ *l'imaginaire universaliste des "droits naturels" ”* que critiquait Cornelius Castoriadis¹⁷.

D'autre part, il n'est pas raisonnable d'opposer à la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme, la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi par les anti-développementistes¹⁸. En effet, il s'agit de deux écueils symétriques : la croissance veut faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut, en toute logique, que la faire tendre vers zéro si aucune borne n'est mise.

Le principal théoricien en France de la décroissance, Serge Latouche, semble en être conscient lorsqu'il écrit : “ *Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance.* ”¹⁹

Or que signifierait une décroissance qui ne serait pas une diminution de la production ? Serge Latouche tente de s'extraire de ce piège en disant vouloir “ *sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance" ”*. La production continuerait-elle de croître ? On ne comprendrait plus alors le mot de décroissance. Ou bien serait-elle maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, Serge Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les habitants de la terre est inadéquat : “ *En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance".* ”²⁰ Mais subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres

¹⁵ Gilbert Rist, “ Le “développement” : la violence symbolique d'une croyance ”, in Christian Comelieu (dir.), “ Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives ”, *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, Genève, n° 14, PUF, Paris, 2003, p. 147.

¹⁶ Serge Latouche, “ Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement ”, *Le Monde diplomatique*, mai 2001. Un oxymoron est la juxtaposition de deux termes contradictoires.

¹⁷ Cornélius Castoriadis, *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Seuil, Paris, 1990, p. 193.

¹⁸ Silence, *Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Parangon, Paris, 2003.

¹⁹ Serge Latouche, “ Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain ”, in Christian Comelieu (dir.), *op. cit.*, p. 127.

²⁰ Serge Latouche, “ Pour une société de décroissance ”, *Le Monde diplomatique*, novembre 2003, note 11.

peuvent-elles accroître leur production, ou bien les sociétés de “ non croissance ” doivent-elles rester pauvres ?

Les anti-développementistes attribuent l'échec des stratégies du développement au vice supposé fondamental de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre en raison de structures foncières inégalitaires. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie parce que celle-ci ne pourrait être différente de celle qu'a construite le capitalisme. La rationalité de l'“ économie ”, au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit. Toute amélioration de la productivité du travail se trouve ainsi assimilée à du productivisme.

En bref, il nous est dit que la chose économique n'existerait pas en dehors de l'imaginaire occidental qui l'a créé, au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots “ économie ”, “ développement ”, dont l'usage nous est familier. Mais si les mots n'y sont pas, la réalité matérielle, c'est-à-dire la production des moyens d'existence, est bien là. La production est une catégorie anthropologique, même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc “ sortir de l'économie ”²¹ tout en prétendant réenchasser “ l'économique dans le social ”²² est pour le moins curieux.

Non seulement la croissance n'est pas une condition suffisante du développement mais elle n'en est pas une condition toujours nécessaire

Sur le plan théorique, soit on considère qu'une différence existe entre croissance et développement, soit on voit dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. La seconde position est aisément identifiable puisque c'est celle des partisans de la décroissance qui sont en même temps anti-développementistes ; mais la première position est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des anti-libéraux.

Les libéraux affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis l'échec social des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) représente une imposture dans la logique libérale dès lors que la croissance est considérée comme une condition nécessaire et suffisante du développement, et de surcroît éternellement possible.

De leur côté, au vu des dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance, les économistes anti-libéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme des années 1960-1970, ont beaucoup de mal à faire valoir qu'on peut distinguer les deux notions. Les adversaires de tout développement ont alors beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les dissocier.

Peut-on dépasser cette contradiction ? Le capitalisme a intérêt à faire croire que croissance et développement vont toujours de pair, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement perpétuel de la quantité de marchandises. Nous

²¹ Serge Latouche, *Justice sans limites, Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Fayard, Paris, 2003, p. 275.

²² Serge Latouche, *Justice sans limites, op. cit.*, p. 278.

devons alors fonder pour l'avenir – car, aujourd'hui, elle n'existe pas vraiment – une distinction radicale entre les deux concepts : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage²³ et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Le mot d'ordre de décroissance, s'il était appliqué indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, serait injuste et inopérant. D'abord parce que le capitalisme nous impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services – même les non marchands – dont la pression sur les écosystèmes n'est en général pas comparable à celle de l'industrie et de l'agriculture. La nature de la croissance importe donc au moins autant que son ampleur. L'urgente nécessité de diminuer l'empreinte écologique n'implique pas la décroissance de toutes les productions sans distinction entre elles ni entre ceux à qui elles sont destinées.

L'utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels et que les plus riches deviennent économes. En ce qui concerne les pays pauvres, tout modèle qui leur serait imposé ne pourrait être que destructeur de leurs racines culturelles et constituerait un obstacle à un développement réellement émancipateur. Au sein des pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de la transition à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement. Cela passe non pas par une décroissance aveugle, inacceptable pour une majorité de citoyens, mais par une décélération ciblée permettant d'enclencher la transformation des processus productifs et aussi celle des représentations culturelles : la décélération de la croissance, comme première étape avant d'envisager la décroissance sélective, en commençant par celle des activités nuisibles, pour une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, une répartition primaire des revenus plus égale et une baisse régulière du temps de travail au fur et mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes qui en sont le support.²⁴

Définir le développement comme l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de pollutions, de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, de désirs refoulés, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Cela ne condamne pas à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste, à condition que les gains de productivité soient obtenus sans dégrader ni les conditions de travail ni la nature.

A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur

²³ La valeur d'usage est l'utilité d'un bien ou d'un service, notion qualitative non mesurable et non réductible à une valeur d'échange monétaire. Cette dernière est le rapport dans lequel deux marchandises vont s'échanger entre elles par le biais de la monnaie et qui est déterminé par la quantité de travail socialement nécessaire. En soulignant cette distinction, on signifie le refus que tout soit marchandisé.

²⁴ Jean-Marie Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, Paris, 1997 ; *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Ed. du Passant, Bègles, 2^e éd., 2004.

utilisation doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme d'avoir toujours davantage pour mieux être et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l'appétit du capital est source d'une richesse incommensurable avec celle que privilégie le marché. Derrière la question du développement sont en jeu les finalités du travail et donc le chemin vers une société économe et solidaire.